

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER.....\$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.30
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$3.00 \$1.50 \$1.00 75 cts
POUR L'ETRANGER.....\$4.00 \$2.00 \$1.25 \$1.00
Les abonnements datent de l'un et de l'autre de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 6 DECEMBRE 1899.

Fondé le 1er Septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans
Bureau: No 323 rue de Chartres,
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO. LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans
La. as Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

DEPECHE

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABELLE

Jusqu'à la dernière heure.

SERVICE DE LA PRESSE ASSOCIEE

—BT—

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU MONDE.

Nouvelles Américaines

MESSAGE

—DU—

PRESIDENT.

REVUE GÉNÉRALE DES ACTES DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS.

Les Relations avec les PUISSANCES ÉTRANGÈRES

LES FINANCES.

LES COLONIES.

L'EXPOSITION DE PARIS.

Précis Associés.
Au Sénat et à la Chambre des Représentants.

A l'ouverture de vos débats vous êtes appelés à déplorer avec nous les conséquences bien-faites — plus de travail et de salaires plus élevés — données à la population un plus grand pouvoir

21 novembre dernier. Sa grande âme repose maintenant dans la paix éternelle. Sa vie privée fut pure et élevée, et sa carrière publique se distingua toujours par de grandes capacités, une intégrité sans tache et des mobiles élevés. Il a été enlevé aux hautes fonctions qu'il honorait et embellissait, mais son grand caractère, son dévouement au devoir, son honnêteté de vues et ses nobles vertus restent pour nous un héritage sans prix et un exemple.

Le cinquante-sixième Congrès entre dans sa première session régulière au moment où le pays est dans un état de prospérité exceptionnelle où l'harmonie est universelle parmi le peuple à l'intérieur et où des relations pacifiques et amicales sont entretenues avec toutes les nations du monde. Notre commerce extérieur a considérablement augmenté en volume et en valeur. Les importations et les exportations combinées sont les plus fortes pour une seule année dans notre histoire entière. Nos exportations en 1899 dépassent celles de plus d'un billion de dollars nos exportations et nos importations combinées en 1870. Les importations par tête sont de vingt pour cent inférieures à celles de 1870, tandis que les exportations dépassent de cinquante-huit pour cent celles de ladite année, ce qui démontre le développement de la puissance des États-Unis à subvenir aux besoins de sa population croissante, aussi bien qu'à ceux des autres peuples.

Les exportations de produits agricoles ont atteint le chiffre de \$784,776,142. Nous avons exporté des produits manufacturés d'une valeur de \$339,592,146, un montant supérieur à celui d'aucune année précédente.

C'est un fait digne d'être noté que les seules années de notre histoire dans lesquelles les produits de nos manufactures vendus à l'étranger aient excédé nos achats soient 1898 et 1899.

Les recettes du gouvernement de toutes les sources pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1899, y compris un versement partiel de \$11,796,314.14 par la compagnie de chemin de fer du Central Pacific, se sont élevées à \$19,982,004.36. Les douanes ont produit \$201,128,481.75, et les contributions indirectes \$273,437,161.51.

Pour l'année fiscale les dépenses ont été de \$700,093,564.02, laissant un déficit de \$59,111,559.67.

Le secrétaire du trésor estime que les recettes de l'année courante atteindront \$649,948,112, et que sur la base des crédits alloués les dépenses seront de \$600,958,112, laissant un excédent de \$49,000,000.

Pendant l'année fiscale expirée le 30 juin 1899 les recettes provenant des contributions indirectes ont augmenté d'environ \$100,000,000.

L'état satisfaisant actuel du trésor est démontré par le fait qu'à la date du 1er décembre 1899 le montant disponible était de \$278,004,837.72, dont \$239,744,908.36 en monnaies et lingots d'or.

La confiance qui règne dans tout le pays a rendu plus général l'usage de l'or, et les droits de douane sont presque tous payés avec cette monnaie.

Cette force donnée au trésor par le montant disponible et l'état favorable des recettes ont permis au secrétaire de prendre une mesure d'après les dispositions de l'article 694 des statuts révisés relatif au fonds d'amortissement.

Durant les cinq premiers mois de l'année fiscale courante les recettes ont excédé les dépenses de \$15,418,359.91, et, comme il est dit plus haut, le secrétaire du trésor estime l'excédent total de l'année à \$49,000,000.

Dans ces conditions, on a jugé utile et convenable de remettre en vigueur les clauses de la loi du fonds d'amortissement, ce qu'on n'avait pas fait depuis huit ans à cause des déficits. Conséquemment, le département du trésor a offert d'acheter durant le mois de novembre, aux prix du marché, \$25,000,000 de bons 5 1/2 de 1904 ou de bons 4 1/2 de 1907. Le montant total offert et acheté durant le mois de novembre a été de \$18,408,600. La prime payée par le gouvernement a été de \$2,263,521, et le montant net des intérêts économisés est de \$2,885,000.

Le succès de cette opération était suffisant pour engager le gouvernement à continuer les achats de bons jusqu'au vingt-trois décembre, à moins que le reste des \$25,000,000 demandés ne soit offert d'un la.

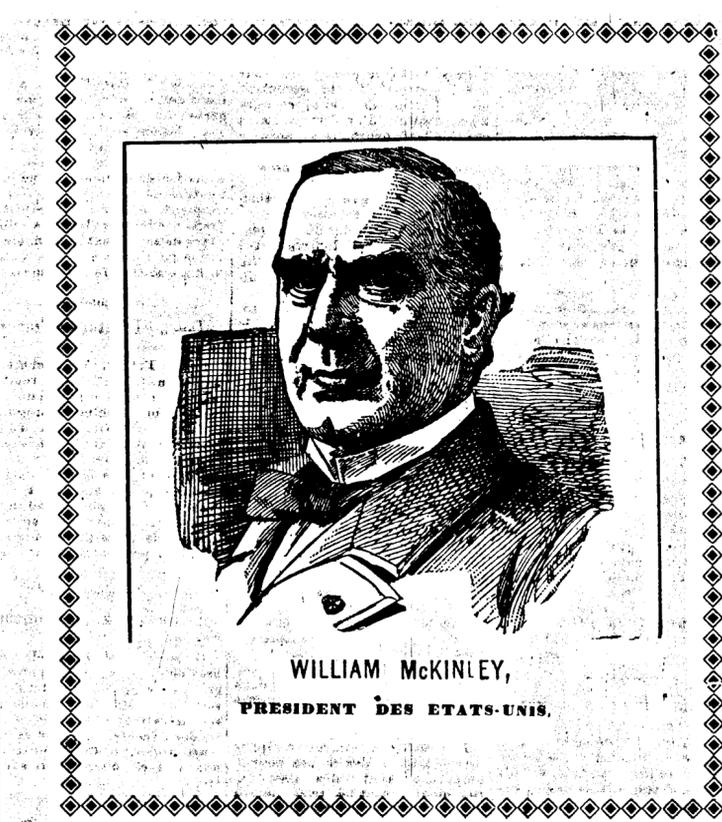
Le succès de cette opération était suffisant pour engager le gouvernement à continuer les achats de bons jusqu'au vingt-trois décembre, à moins que le reste des \$25,000,000 demandés ne soit offert d'un la.

Le succès de cette opération était suffisant pour engager le gouvernement à continuer les achats de bons jusqu'au vingt-trois décembre, à moins que le reste des \$25,000,000 demandés ne soit offert d'un la.

Le succès de cette opération était suffisant pour engager le gouvernement à continuer les achats de bons jusqu'au vingt-trois décembre, à moins que le reste des \$25,000,000 demandés ne soit offert d'un la.

Le succès de cette opération était suffisant pour engager le gouvernement à continuer les achats de bons jusqu'au vingt-trois décembre, à moins que le reste des \$25,000,000 demandés ne soit offert d'un la.

Le succès de cette opération était suffisant pour engager le gouvernement à continuer les achats de bons jusqu'au vingt-trois décembre, à moins que le reste des \$25,000,000 demandés ne soit offert d'un la.



WILLIAM MCKINLEY,
PRESIDENT DES ETATS-UNIS.

d'absorption du monétaire en circulation. En outre, il est évident que chaque année, avec de plus grandes étendues de terres mises en culture, l'augmentation du volume des produits agricoles, coton, maïs et blé, nécessite un plus grand volume de monnaie.

C'est particulièrement remarquable durant la période de la moisson et de la vente des récoltes.

Au début de son histoire, la loi relative aux banques nationales semblait une voie convenable par laquelle la mise en circulation du monétaire nécessaire pouvait être faite. Mais un changement dans l'état de choses l'a apparemment rendu inefficace pour le but à atteindre.

L'attention du Congrès est respectueusement appelée sur cette importante question, dans le but de s'assurer si des modifications peuvent être apportées à la loi sur les banques nationales, de façon à rendre son exécution, dans les cas cités plus haut, plus conforme aux besoins de la population.

Je demande instamment de nouveaux que des banques nationales puissent s'organiser au capital de \$25,000.

Je recommande instamment que pour soutenir l'étalon d'or, maintenir la parité entre les deux métaux, or et argent, et la valeur égale, en tout temps, du dollar dans le paiement des dettes, un pouvoir additionnel soit donné au secrétaire du trésor, et qu'il soit de son devoir de vendre des bons des États-Unis et d'employer tous les moyens nécessaires pour atteindre ces buts.

PUISSANCE MARITIME.

La valeur d'une marine marchande américaine pour l'extension de notre commerce et le renforcement de notre puissance sur les mers invite le Congrès à prendre des mesures immédiates. Notre développement national ne sera pas satisfaisant aussi longtemps que le développement remarquable de nos industries à l'intérieur ne sera pas accompagné

par des progrès sur les mers. L'autorité constitutionnelle pour une législation qui donnera au pays une puissance maritime proportionnée à ses progrès industriels et à son rang dans le monde ne fait pas défaut.

A ce propos, le Président dit plus loin:

Les autres grandes nations n'ont pas hésité à adopter les moyens requis pour développer leur marine marchande, comme flecter dans la défense nationale et un des plus sûrs et des plus prompts moyens d'obtenir pour leurs producteurs des places sur les marchés étrangers. Une semblable vigilance et des efforts de notre part ne peuvent pas manquer d'améliorer notre situation, qui est regardée avec humiliation à l'intérieur et avec surprise à l'étranger.

MONOPOLES.

La commission industrielle créée par la loi du Congrès du 18 juin 1898 a entrepris d'entendre les arguments sur les questions controversées relatives aux combinaisons pour restreindre le trafic et la concurrence. Elle n'a pas encore terminé son enquête, et les conclusions auxquelles elle arrivera, et les recommandations qu'elle fera sont encore indéterminées.

Cette question a donné naissance à de nombreuses opinions différentes sur la nature et la variété des causes et des effets des trusts pouvant résulter pour le public de vastes combinaisons concentrant de plus ou moins nombreuses entreprises et établissements conduits séparément avant la formation de la combinaison.

Il est universellement admis que des combinaisons qui occupent ou contrôlent tout genre de marchandise ou d'article nécessaire à la communauté en supprimant la concurrence naturelle, d'où il s'ensuit une hausse injuste des prix pour le consommateur, sont non seulement contraires à la loi ordinaire mais nuisibles au bien-être général.

Il faut apporter un remède aux

maux qu'entraînent ces organisations. Si la loi actuelle peut être développée d'une façon plus certaine pour contrôler ou rendre inutiles ces monopoles et ces syndicats, il faut le faire sans délai. Tout pouvoir que possède le Congrès dans cette importante question doit être promptement défini et exercé.

Le Président conseille une législation uniforme dans les divers États de l'Union.

RELATIONS AVEC LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES.

Une revue de nos relations avec les puissances étrangères est présentée avec les recommandations jugées utiles, dit le Président.

Il rappelle les troubles qui ont agité certaines républiques du nouveau monde, la révolution victorieuse qui s'est terminée en Bolivie par l'Action du général Pando à la présidence, l'insurrection qui dure encore en Colombie.

La longue dispute de frontière entre la République Argentine et le Chili a été réglée en mai dernier par l'arbitrage, le ministre des États-Unis à Buenos-Ayres servant d'arbitre.

Des progrès ont été faits pour la conclusion d'un traité d'extradition avec la République Argentine. Le gouvernement des États-Unis a été furcé de refuser l'indemnité demandée par le gouvernement austro-hongrois pour le meurtre de certains sujets autrichiens et hongrois par les autorités de la Pensylvanie dans la répression d'une émeute parmi les mineurs de Lattimer, le 10 septembre 1898, en présence du verdict d'acquiescement rendu par les tribunaux.

Il est agréable d'annoncer, dit le Président, que le gouvernement belge a mitigé les restrictions apportées à l'importation des bestiaux des États-Unis.

Un traité d'extradition signé le 14 mai 1897 a été ratifié par le législatif du Brésil.

Le Président rappelle l'incident de Bluefields, où le général Reyes avait soulevé un mouvement en insurrectionnel, et l'envoi immédiat du croiseur Detroit pour protéger les intérêts américains, puis il traite la question du canal interocéanique.

Le contrat accordé à la Compagnie du Canal maritime du Nicaragua a été déclaré forfait par le gouvernement du Nicaragua le 10 octobre dernier, dit le Président, sous prétexte que les conditions n'en ont pas été remplies dans le temps fixé de dix ans, et ladite compagnie a présenté une réclamation, alléguant certains droits paraissant dignes d'être pris en considération.

terminés ses travaux et fait son rapport a été dissoute le 31 mai dernier, et le 1er juin une nouvelle commission a été instituée sous le nom de Commission du Canal Isthmien, conformément à la loi du Congrès approuvée le 3 mars 1899, pour déterminer la route la plus praticable et la mieux exécutable d'un canal interocéanique.

La grande importance de cette œuvre, ajoute le Président, ne saurait être trop souvent et trop instamment rappelée au Congrès.

LA QUESTION CHINOISE.

En présence de troubles dans le nord de la Chine où se trouvent de nombreux citoyens américains, et près de la capitale, dans la direction de la mer, un détachement d'infanterie de marine a été installé sur les terrains de la légation des États-Unis à Pékin. L'ordre ayant été rétabli, ce détachement a été rappelé. Les intérêts des Américains dans ce vaste empire n'ont pas été négligés durant l'année qui vient de s'écouler. Le capital américain y a cherché et trouvé de nombreuses occasions d'entrer en concurrence pour l'exécution des travaux d'améliorations intérieures que le gouvernement impérial encourage sagement, et pour le développement des ressources naturelles de l'empire.

L'EXPOSITION DE PARIS.

La mort du président Faure en février dernier a provoqué les expressions de sympathie qui conviennent aux relations de deux républiques aussi étroitement attachées par des liens historiques que le sont les États-Unis et la France.

Les préparatifs pour la représentation des industries, des arts et des produits des États-Unis à l'Exposition qui s'ouvrira à Paris l'année prochaine continueront sur une vaste échelle, grâce au généreux crédit accordé par le Congrès et à l'intérêt amical montré par le gouvernement français à une exposition typique des progrès américains.

Il a été alloué aux États-Unis un espace considérable qui, tout en plaçant le pays au premier rang des exposants, ne suffit pas aux demandes croissantes de nos manufacturiers. Les efforts du commissaire général tendent habilement à une stricte exposition de toutes les marques caractéristiques des œuvres des Américains dans les arts inventifs et de l'excellence de nos produits naturels.

En cet âge de rivalité extrême entre les nations pour la suprématie dans le commerce, la doctrine d'évolution et la règle de survie du plus avantageux doivent être inexorables dans leur mise en opération, car elles sont positives dans les résultats qu'elles apportent.

L'impulsion extraordinaire actuelle donnée à toutes les branches de l'exportation américaine et l'augmentation du volume et de la valeur de notre trafic sur les marchés du monde ne peuvent pas être attribuées à des circonstances accidentelles.

Les raisons n'en sont pas longues à chercher. Elles résident dans notre caractère national et trouvent d'année en année leur expression dans chaque branche du travail, dans chaque invention par laquelle les matériaux que nous produisons en si grande abondance sont maîtrisés par l'art et la volonté et fournissent le rendement le plus pratique et le plus avantageux.

L'exposition américaine à Paris devrait être, et sera, j'en suis convaincu, un livre ouvert dans lequel les leçons d'un travail habilement dirigé, d'une énergie constante et d'une exécution consommée peuvent être lues par tous à toutes les pages, répandant ainsi à l'étranger une connaissance plus claire de la valeur de nos produits et de la justice de notre prétention à une place importante dans le marché du monde.

Le palais du gouvernement des États-Unis est presque terminé, et aucun effort ne sera épargné pour le rendre digne, par sa beauté

et son architecture, de représenter notre nation.

Il a été suggéré de construire sur un site convenable déjà accordé par l'administration municipale des terrains de l'exposition, un édifice en commémoration de la part prise par les États-Unis à cette grande entreprise, édifice qui servirait d'Institut national à nos compatriotes faisant leurs études à Paris.

Le commissaire général m'a informé que nous aurons dans les sections américaines à l'exposition de Paris plus de 7,000 exposants de tous les États de l'Union, un nombre dix fois plus grand que celui des exposants à l'exposition de Vienne en 1873, six fois plus grand que celui des exposants à Paris en 1878, et quatre fois plus grand que celui des exposants de 1889. Et ce nombre ne comprend pas les exposants de Cuba, de Porto-Rico et d'Hawaii, pour lesquels des arrangements spéciaux ont été faits.

SALON DE LUNCH
et **CRÈMERIE NORMANDE**
Encoignure Bourbon et Donau.

Mme **CECILIA BERO**, Propriétaire
Les repas les mieux préparés servis à toutes heures. Ainsi qu'intérieurs, grillées, rôtis, frites, pain rôté excellent, etc., aux prix les plus modiques. Essayez.

té et son architecture, de représenter notre nation.

Il a été suggéré de construire sur un site convenable déjà accordé par l'administration municipale des terrains de l'exposition, un édifice en commémoration de la part prise par les États-Unis à cette grande entreprise, édifice qui servirait d'Institut national à nos compatriotes faisant leurs études à Paris.

Le commissaire général m'a informé que nous aurons dans les sections américaines à l'exposition de Paris plus de 7,000 exposants de tous les États de l'Union, un nombre dix fois plus grand que celui des exposants à l'exposition de Vienne en 1873, six fois plus grand que celui des exposants à Paris en 1878, et quatre fois plus grand que celui des exposants de 1889. Et ce nombre ne comprend pas les exposants de Cuba, de Porto-Rico et d'Hawaii, pour lesquels des arrangements spéciaux ont été faits.

LE PARTAGE DES ILES SA...

MOA.
Une entente satisfaisante a été conclue entre les gouvernements de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, dit le Président, par laquelle cette dernière se retire du groupe des îles Samoa, en vue de compensations dans une autre direction, et les deux puissances renouent en faveur des États-Unis à tous leurs droits sur la partie du groupe située à l'est du 71ème degré de longitude ouest, qui comprend les îles de Tutuila, d'Ofu, d'Onolunga et Manua.

Je transmets au Sénat pour sa sanction constitutionnelle une convention qui, en outre des dispositions ci-dessus mentionnées, nous garantit les mêmes privilèges, pour le commerce et la navigation dans toutes les îles du groupe, que ceux que possède l'Allemagne.

CUBA.

L'abolition de la souveraineté de l'Espagne dans l'île de Cuba a été effectuée le 1er janvier, de sorte que le rétablissement complet de la paix dans le territoire abandonné devrait suivre, rétablissement qui peut seul permettre la réalisation du but élevé proclamé dans la résolution conjointe adoptée par le Congrès le 19 avril 1898, par laquelle les États-Unis désavouent toute idée ou intention d'exercer une souveraineté, une juridiction ou un contrôle sur Cuba, si ce n'est pour la pacification, et affirmer leur détermination, quand cette pacification sera effectuée, de laisser le gouvernement et le contrôle de l'île à ses habitants.

L'engagement pris par cette résolution constitue la plus haute

DEPUIS 25 ANS
LE
Hunyadi János
EST RECOMMANDÉ PAR DES
MÉDECINS ÉMINENTS
Comme la Meilleure Eau Apéritive Naturelle,
SANS ÉGALE COMME REMÈDE POUR LA
Constipation et les Désordres d'Estomac.
Prenez-vous la Véritable.

COUPON DE PRIME
La personne qui nous apportera le plus grand nombre de ces coupons, recevra comme prime une magnifique Machine à Coudre. Le concours restera ouvert jusqu'à midi, le 30 décembre 1899.